

Jean Sliwa

A comme Abus de bien social, ...

B comme Blanchiment, ...

*C comme Conflits d'intérêt, Contrebande,
Corruption, ...*

D comme Détournement, Dumping, ...

E comme Entente, ...

*F comme Fausses factures, Fraudes boursières,
douanières, fiscales, européennes, sociales...*

Fraudes et fraudeurs



Sommaire

Avant-propos	9
Chapitre I – Fraudes et fraudeurs : aperçu et présentation	11
Les fraudes	11
Des motifs de fraudes, des profits et des pertes	16
Classification et typologie des fraudes	20
Profit de l'un et dommage de l'autre	22
De l'huile dans les rouages	23
Contrôles et contrôleurs	24
A l'impossible, nul n'est tenu	26
Chapitre II – Les fraudes à la concurrence	29
De la concurrence	29
Les contrôles et infractions	31
L'obsolescence programmée	33
L'entente	34

Les limitations d'accès aux marchés, la rareté organisée	38
Tromperies, désinformation et rumeurs.....	46
Le dumping.....	49
Les prix de transfert	54
Les sanctions.....	59
Chapitre III – Les fraudes bancaires	65
La banque.....	65
Banques de dépôt et d'affaires.....	67
Des obligations et contraintes réglementées et supervisées	69
Infractions bancaires et typologie	70
Litiges bancaires	73
Les affaires des banques d'affaires.....	75
Fraudes internes	78
Anomalies et fraudes au crédit	81
Des cessions dangereuses	85
Forme et fond, transparence et communication.	88
Publicité mensongère.....	91
Les sanctions.....	93
Chapitre IV – Les fraudes boursières	101
Marchés financiers et opérations de bourse	101
Les infractions boursières	103
Manœuvres et manipulations.....	104
Le non respect des obligations.....	107

Délit d'initié	109
Sanctions et punitions.....	112
Chapitre V – Les fraudes fiscales.....	117
Les principes fiscaux	117
Les contrôles et sanctions.....	118
Fraudes à l'impôt sur les sociétés.....	124
Fraudes à la taxe à la valeur ajoutée.....	126
Fraudes aux accises	131
Fraude de niche fiscale	138
L'abus de biens sociaux	145
Chapitre VI – Les fraudes sociales	149
Le système social.....	149
Le marché social.....	150
Un budget, des recettes et des dépenses	152
Fondements et complexité du système social et... des contrôles.....	157
Les contrôles.....	159
Des fraudes	163
Des sanctions	172
Chapitre VII – Les fraudes douanières	175
Import-export et douane	175
Les fraudes opérations commerciales, d'import-export et de contrebande	179
Tout ce qui s'échange.....	181

Des fraudes circonstanciées et des pratiques anciennes.....	185
Qu'avez-vous à déclarer ?	188
Infractions, qualifications et sanctions	190
Contre le ban.....	193
Employeurs, cautions et intéressés à la fraude	194
Chapitre VIII – Les contrefaçons	197
La contrefaçon d'avant et de maintenant.....	197
Marque, logos, sons,....	199
Les faits constitutifs de contrefaçon	201
Made in monde	202
Toujours plus	207
Apparences et réalités	210
Pertes et profits ; marques, brevets et monopoleurs	212
Fraudeurs et contrefacteurs.....	215
Et plus encore	218
Victimes et préjudices.....	218
Contrôles et contrôleurs	220
La retenue et la saisie contrefaçon.....	226
Les sanctions.....	229
Chapitre IX – Les fraudes au budget européen	233
L'Union européenne, ses domaines d'intervention, ses institutions	233

Des recettes et des dépenses	234
Des contrôles	236
Et des fraudes	239
Les fraudes au budget européen : qualifications et statistiques.....	243
Fraudes : quelques exemples	245
Sources d'information, bénéficiaires des aides et transparence	247
Les sanctions	248
Chapitre X – La corruption.....	251
Quid de la corruption ?	251
Un phénomène ancien qui perdure et se modernise	255
Corrupteurs et corrompus	258
Le pourquoi du comment	260
Tous les moyens sont bons	265
Des risques et conséquences.....	268
Tous ensemble	272
Contrôles et contrôleurs.....	275
Les sanctions	278
Chapitre XI – Le blanchiment	281
Blanchiment et blanchissage	281
Les blanchisseurs.....	283
Professions et professionnels de la finance	284

Un point de friction :	
la levée du secret bancaire	286
L'union fait la force ; les conventions	
internationales, les textes communautaires.....	288
Pour résumer	289
Prévention et obligations déclaratives	291
Qu'avez-vous à déclarer ?	296
Si chères espèces.....	298
Des faits et techniques de blanchiment.....	299
Embrouille et compagnies	301
Marché parallèle et modes opératoires	
d'écoulement des fonds	303
Bons de caisse et bons anonymes	305
Casino et jeux de hasard	307
Fuite à l'étranger.....	308
Paradis bancaire, fiscal, Offshore	311
Fausse factures et opérations fictives	315
Prises de participation.....	317
Qui contrôle quoi ?	318
Sanctions et punitions	322
Bibliographie	329
Rapports annuels, décisions,	
communiqués, etc. (entités sources)	333
Textes référents en matière de blanchiment	
(liste non exhaustive).....	335
Sites internet	337

Avant-propos

ABS, blanchiment, compte à l'étranger non déclaré, conflit d'intérêt, contrefaçon, corruption, délit d'initié, détournement de fonds, entente, fausse facture,... l'actualité nous montre que les fraudes, les anomalies et les irrégularités, comme certaines pratiques, sont inhérentes quoiqu'on fasse au fonctionnement de nos sociétés, historiquement et géographiquement, dans tous les secteurs, économiques, sociaux, publics, privés et associatifs, politiques, industriels et agricoles, artistiques, sportifs, etc., avec plus ou moins d'intensité, il est vrai.

Ce constat teinté d'un certain fatalisme méritait que l'on cherche à en savoir plus, y voir plus clair, pour mieux comprendre précisément ce fonctionnement et l'envers du décor.

C'est ce à quoi je me suis attaché dans cet ouvrage qui s'adresse à un large public intéressé à titre professionnel ou personnel par ce sujet en répondant à ces questions : Qu'en est-il exactement de nos jours de ces fraudes et fraudeurs ? Comment ces fraudes sont-elles commises ? Où, quand et pourquoi ? Quels en

sont réellement les auteurs, leurs motivations, les risques encourus et les sanctions ? Et qu'en est-il des contrôles ? Pourquoi ces fraudes perdurent-elles ? Et finalement à qui profitent-elles et qui en supporte réellement le coût ?

Dix thèmes de fraude, les plus significatifs, outre les affaires politico-financières, sont présentés dans leurs différents aspects : les réglementations applicables, leurs caractéristiques, leurs complexités, le cheminement suivi par les fraudeurs et la fraude, ses modalités et modes opératoires, etc., étant précisé que chacun de ces thèmes, sans relation directe avec le précédent et le suivant, peut être lu séparément.

De nombreux exemples extraits de décisions et de rapports officiels, d'essais, sont par ailleurs cités pour illustrer mes propos, ces fraudes, et témoigner de leur existence. Pour plus de détail, les lecteurs intéressés pourront se reporter à ces documents ainsi qu'aux sites internet référents et à ces essais mentionnés en fin d'ouvrage, qui comportent les références complémentaires utiles (Editeur et année d'édition).

Chapitre I

Fraudes et fraudeurs : aperçu et présentation

Les fraudes

La fraude est à l'impôt ce que l'ombre est à l'homme, disait le président de la République Georges Pompidou (1911-1974) tandis que pour l'humoriste Jacques Mailhot, il s'agit d'un sport élitique considéré comme un signe extérieur de richesse.

Plus sérieusement, la fraude se définit selon le Petit Robert, comme « l'Action faite de mauvaise foi dans le but de tromper »... « la Tromperie ou falsification punie par la loi »... « l'Acte accompli dans l'intention de porter atteinte aux droits ou intérêts d'autrui (créanciers, héritiers, etc.) » et selon le Larousse comme une « transgression, une violation de qu'une institution a défini comme règle ; une action ou un comportement défini par la loi et sanctionné par une peine. Il y a trois catégories d'infractions en France : les contraventions, les délits et les crimes ». Deux principaux critères caractérisent donc la fraude ; une

intention coupable, l'existence d'un fait constitutif d'une infraction sanctionnable.

La fraude doit être distinguée de l'irrégularité et de l'anomalie qui se présentent comme le « caractère de ce qui n'est pas régulier, réglementaire, légal. Action contraire à la loi, au règlement », selon le Larousse. Constitutives également d'une infraction, l'irrégularité et l'anomalie se différencient généralement par leurs caractères non-intentionnels. Elles peuvent résulter de négligences, d'errements locaux, d'une méconnaissance d'une réglementation, d'une obligation, sachant qu'une simple omission commise de bonne foi, peut comporter des conséquences, dont des sanctions, aussi graves que s'il s'agissait d'une fraude.

Comme le mentionne L'Audit, les contrôles internes et les fraudes, Il ne faut pas chercher loin pour identifier les faits constitutifs d'irrégularités et de fraudes ; ceux-ci sont clairement définis et énoncés dans les codes, les lois et règlements propres à chaque secteur (code monétaire et financier, code de commerce, code des impôts, code des douanes communautaire et code des douanes français, code pénal, etc.), les guides et Principes. Quant aux mécanismes proprement dits, et les moyens employés, on les retrouve notamment dans les rapports du Service central de prévention de la corruption (SCPC), de la Cellule pour le Traitement du Renseignement et Action contre les Circuits Financiers Clandestins (TRACFIN), dans les rapports de la Cour des comptes, dans les décisions de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP), de l'Autorité des marchés financiers (AMF), de l'Autorité (ex Conseil) de la concurrence, sur leurs sites internet, dans la presse quotidienne, dans les

hebdo et mensuels, sur des sites internet généralistes ou spécialisés.

Irrégularités et fraudes ainsi que les pratiques contestées pour lesquelles des rappels à l'ordre ou des recommandations ont été émis sont pareillement présentées dans les rapports annuels des autres institutions et organismes superviseurs, qui sont pour l'essentiel : le Haut Conseil du Commissariat aux Comptes, le Conseil des prélèvements obligatoires, les Commissions de finances du Sénat et de l'Assemblée nationale, l'Union de Recouvrement des Cotisations Sociales de Sécurité Sociale et d'Allocation Familiales (URSSAF), les comités opérationnels départementaux anti-fraude (CODAF), la Commission Nationale des Comptes de Campagne et des Financements Politiques (CNCCFP), la Commission pour la Transparence Financière de la Vie Politique (CTFVP). Et au niveau européen et international : la Cour des comptes européenne, l'Office Européen de Lutte Anti-Fraude (OLAF), le Groupe d'Action Financière (GAFI), l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE).

Les essais, récits et romans sont également des sources inépuisables d'informations sur ces pratiques, les irrégularités et les fraudes, dans tous les domaines. On peut se reporter à cette fin :

- en matière de bourse, à : Crésus, Confessions d'un banquier anonyme, Entre gens de bonne compagnie, comment les maîtres de la bourse trompent les actionnaires, de Solveig Godeluck, Quand le capitalisme perd la tête et Le triomphe de la cupidité, de Joseph E. Stiglitz ;

- d'affaires et pratiques politico-financières, financières, de corruption et de blanchiment, à :

Affaire Elf, Affaire d'Etat, Loïk Le Floch-Prigent, Au cœur de la corruption, par un commissaire des RG, de Brigitte Henri, Le gang du cancer, le scandale de l'Arc, de Jean Montaldo, Les blanchisseurs, de Jeffrey Robinson, Les scandales de la République, de Jean Garrigues, Absolument dé-bordée, de Zoé Shepard, Rose Mafia, de Gérard Dalongeville, La corruption en France, de Gilles Gaetner ;

– de fraude fiscale, à : Les industriels de la fraude fiscale, de Jean Cosson et à La Grande évasion, le vrai scandale des paradis fiscaux, de Xavier Harel ;

– de marques et brevets, à No LoGo, de Naomi Klein ;

– de fraudes en entreprise, à : Halte aux fraudes, le Guide à l'usage des managers et des auditeurs, d'Olivier Gallet et à La fraude en entreprise, comment la prévenir, de Mikael Ouaniche ;

– de fraudes communautaires, à : Coup de torchon à Bruxelles et Main basse sur l'Europe, de François d'Aubert et Guillaume Ressot.

Ainsi qu'aux ouvrages suivants concernant deux produits qui nous sont indispensables : l'eau et le pétrole. A savoir à L'empire de l'eau, Argent, politique et goût du secret, d'Yvan Stefanovitch, La face cachée du pétrole, d'Eric Laurent, Les corrompus de Sadam Hussein, de Laurent Chabrun et Franck Hériot, Les dessous de la Françafrique, de Patrick Pesnot et Pétroliers de la honte, de Patrick Benquet et de Thomas Lurenceau.

Quelques fictions romancées plus vraies que nature, d'auteurs à succès, valent pareillement le détour, comme L'idéaliste, Le contrat et La firme, de John Grisham, les incontournables L'argent et La curée,

d'Emile Zola, Topaze, de Marcel Pagnol, Le Révizor, de Gogol et La maison dans la dune, de Maxence Van Der Meersch.

La presse, les quotidiens et hebdomadaires ne sont pas en reste. Citons parmi les articles anciens et récents aux titres évocateurs : Les call-girls qui font trembler Volkswagen (Capital, Octobre 2005), Les arnaques au quotidien : les professions qui abusent (Capital, Novembre 2006), Arnaques à la TVA (L'Expansion, Juillet 2007), Notes de frais : comment repérer les tricheurs (Capital, Octobre 2007), Les syndicats empoisonnés par l'argent noir (Capital, Décembre 2007), Fraudes : y-a-t-il un Kerviel dans l'entreprise ? (Capital, Avril 2008), Les trafiquants de voix passent à l'action (L'Expansion, Mai 2008), Comment les fabricants s'entendent pour entretenir l'inflation (Capital, Juin 2008), La transparence, cause perdue pour les ONG (L'Expansion, février 2009), Le scandale de la formation professionnelle (Capital, Juillet 2009), Piston et passe droits (Capital, Décembre 2010), Communication financière : l'art de faire illusion (Capital, Avril 2011), Le Vatican, un paradis financier dans la tourmente (Capital, Avril 2011), Les incroyables dérives financières des comités d'entreprise (Capital, Avril 2011), Trop d'impôts ! La grande tentation de la fraude (Capital, avril 2013).

Quelques émissions de télévision, comme Complément d'enquête, Un œil sur la planète, Envoyé spécial (France 2), Pièces à conviction (France 3), Capital (M6), Enquête action (W9), révèlent également, parfois en caméra cachée, les dessous et les dessus, les pratiques et les fraudes commises.

Sur internet, on peut consulter les sites des sociétés d'audit et de conseil, comme :

- <http://www.pansard-associes.com/> et ses publications sur les fraudes ;
- <http://www.pwc.fr/> et son rapport annuel sur les fraudes en entreprise ;
- <http://www.ey.com/>, <http://www.mazars.fr/>.

Des motifs de fraudes, des profits et des pertes

Autant qu'on puisse tous les connaître, nous pouvons envisager de les présenter ici, avec cependant quelques réserves. Car les vices, les travers et les motivations humaines sont si nombreux qu'on en trouvera toujours d'autres qu'on n'avait pas imaginés. Commencez par être riche, après vous pourrez être vertueux, disait à ce sujet, l'écrivain américain Mark Twain (1835-1910).

Les fraudes sont souvent une affaire d'argent. Elles visent dans la plupart des cas pour une entreprise ou une personne physique à éluder – par nécessité ou conviction – le paiement de droits, taxes, impôts, contributions, redevances, de prestations de toutes sortes, à l'Etat, bien sûr, mais aussi aux collectivités locales, qui en demandent toujours plus, ainsi qu'aux sociétés, à son employeur, à d'autres personnes physiques. Ou inversement à bénéficier d'avantages indus, à savoir, par exemple, d'une réduction d'impôt, d'une subvention, d'une exonération à l'exportation.

L'une des autres raisons ou la raison conjointe qui pousse une personne à frauder, à détourner des fonds, à commettre des malversations, est le désir d'enrichissement, d'autres diraient la cupidité, qui selon le dictionnaire <http://littrereverso.net/>, se définit comme la « Passion ardente de posséder quelque chose, en particulier, le désir immodéré de fortune,

d'argent ». L'enrichissement qui se présente la plupart du temps sous une forme monétaire, en espèces, ou sous la forme de biens matériels, de privilèges, de situations de rente, d'avantages divers ou de prestations, de positions et situations acquises, vise à bénéficier d'un grand confort de vie, de signes extérieurs de richesse (villas, automobiles, voyages, etc.), à satisfaire un certain égo, être connu et reconnu. Faites de l'argent et le monde entier s'accordera pour vous appeler Monsieur, disait Mark Twain.

La recherche du pouvoir dans une organisation, une collectivité, une société, etc., est pareillement un motif de manquement et de fraude important, la recherche de ce pouvoir ayant directement, immédiatement ou à terme, pour finalité, un enrichissement ou l'obtention de faveurs ou d'avantages divers (salaire conséquent, mise à disposition de logement et d'un véhicule de fonction, octroi d'indemnités, par exemple). Ces fraudes visent parfois à obtenir le pouvoir pour le pouvoir et des responsabilités qui permettent de diriger, d'exercer une influence, l'enrichissement n'étant alors qu'une conséquence indirecte des actes répréhensibles commis.

D'autres manquements, fraudes, détournement ou abus, sont la résultante de circonstances particulières, qu'on n'avait pas forcément prévues. Citons le cas du chef d'entreprise, qui confronté à des difficultés financières passagères, bascule dans l'illégalité, dans l'espoir d'assurer la pérennité et les emplois de son entreprise, ou celui du salarié qui, suite à la perte de son emploi, ne peut plus faire face à ses engagements, contractés quand tout allait bien. Les crises, la précarité et l'insuffisance de revenus, la cherté des produits de première nécessité, ont toujours été des motifs de

fraude – ou de révolution – sous toutes les latitudes. Sur ces personnes qui un jour dérapent à leurs corps défendant, l'écrivain et poète français Charles Peguy (1873-1914), disait « On reconnaît les honnêtes gens à ce qu'ils font leurs mauvais coups avec plus de maladresse que les autres ».

Comme le note la société d'audit Pricewaterhouse Coopers dans un Communiqué de presse du 19 novembre 2009, diffusé sur son site <http://www.pwc.fr/> « La crise accroît en effet le risque de fraude. 43 % des entreprises qui ont relevé des fraudes constatent une augmentation de leur nombre par rapport au passé et 40 % des entreprises considèrent que la crise économique actuelle crée un climat propice à l'augmentation du risque de fraude. Cette augmentation est attribuée à trois principaux facteurs : La pression au travail est évoquée par 68 % des entreprises sondées. Parmi les multiples pressions engendrant un risque de fraude, 47 % d'entre elles citent “des objectifs plus difficiles à atteindre” et 37 % “la peur de perte d'emploi”. Viennent ensuite des critères liés à la motivation financière ».

Certains abus parfois plus condamnables résultent d'errements passagers ou permanents ayant pour objet de financer certains vices ou des comportements inavouables, tels que le jeu, l'intempérance, une liaison, etc. Ils peuvent être aussi la conséquence de pratiques généralement admises sur certains marchés, qui sont considérées comme des usages ayant force de loi. Parmi ces pratiques intemporelles et universelles, citons les versements de bakchichs, de pots-de-vin, de dessous de table défiscalisés appelés pudiquement commissions, synonymes le plus souvent de corruption.

La fraude trouve de même son origine dans la persistance et l'accroissement des taux des prélèvements fiscaux et sociaux considérés comme confiscatoires pour les classes moyennes, les grandes fortunes et pour les créateurs d'entreprise et les investisseurs. On constate effectivement que plus la pression fiscale directe et indirecte s'accroît, plus la fraude se développe, ou favorise l'émergence de nouvelles fraudes ou le retour de fraudes (contrebande de cigarettes) décrites dans La maison dans la dune, Maxence Van Der Meersch (1907-1951), que l'on croyait disparues à jamais.

Constituent également des motifs de fraude les réglementations, que d'aucuns, les jugeant à raison ou à tort contraignantes et tatillonnes, réductrices de marge, n'appliquent pas ou si peu. Ainsi que l'absence de réponses de la part des entrepreneurs pour la réalisation de certains travaux jugés non rentables, qui seront exécutés par des travailleurs non déclarés dans le cadre de ce que l'on appelle l'économie souterraine.

D'autres malversations, détournements, etc., revêtent un caractère de gravité plus marqué, quand ils ont pour objet de financer frauduleusement des activités légales publiques ou des organisations occultes, terroristes et mafieuses.

La fraude peut profiter à un individu ou à une communauté d'intérêts : collectivité, entreprise, parti politique, association. Elle est souvent considérée dans ce dernier cas par l'opinion comme présentant un caractère de gravité moins marqué, bien qu'elle bénéficie finalement pareillement à une personne nommément désignée, à un candidat à une élection par exemple qui souhaite se faire réélire et occuper ainsi le

poste qui assure sa subsistance ou qui lui permet d'exercer le pouvoir.

Derniers facteurs de fraudes qui n'en sont pas moins importants : l'absence et/ou l'insuffisance de contrôles, les libéralités acquises et admises, les dérégulations qui semblent laisser accroire que tout est permis. Comme le démontre Jean De Maillard, dans l'Arnaque, la fraude sévit aussi sur les marchés libérés ou peu réglementés. Les preuves sont par ailleurs dans certaines situations difficiles à apporter comme le mentionne cet extrait d'un article publié sur le site <http://www.agefi.fr/>, de l'Agéfi, le 27/10/2010, « Aujourd'hui, les faits sont difficiles à prouver, considère Bart Chilton. » « En vertu des règles existantes, pour prouver la manipulation, le gouvernement doit démontrer non seulement une intention spécifique, mais également prouver qu'en raison de cette intention et d'un contrôle du marché, cette activité a causé un prix artificiel – un point qui peut sans aucun doute faire débat parmi les économistes », a-t-il expliqué. Et d'ajouter : « la tentative de manipulation est moins difficile à prouver – puisqu'elle implique une intention de manipuler et une action manifeste dans le sillage de cette intention ».

Classification et typologie des fraudes

Les irrégularités et fraudes s'analysent donc dans les faits, dans les rapports et statistiquement selon différents critères, à savoir, compte tenu :

- de leur nature (forme ou fond, erreur, manquement, fausse déclaration, etc.) ;